



RESUME

# PAS TOU-TE-S À LA MÊME ENSEIGNE

## Comment la pandémie a enrichi la grande distribution et fragilisé les travailleuses

### LA GRANDE DISTRIBUTION EXACERBE LES INÉGALITÉS

Les inégalités s'intensifient et l'exploitation de la main-d'œuvre féminine est endémique dans l'économie mondiale. Si les inégalités de pouvoir et de valeur étaient déjà profondément injustes avant la pandémie, elles atteignent désormais des proportions indécentes. Pour la main-d'œuvre mondiale, la COVID-19 représente une perte de revenus de 3 700 milliards de dollars. Les travailleuses et les jeunes actifs/ves sont les plus durement touché-e-s,<sup>1</sup> car ils et elles occupent souvent les emplois les plus précaires et les moins bien rémunérés. Les chaînes d'approvisionnement de la grande distribution en sont l'illustration par excellence.

Chesa,<sup>2</sup> une travailleuse migrante originaire du Myanmar, est fileteuse de poisson en Thaïlande. Elle a décrit à Oxfam et à ses partenaires l'impact de la pandémie sur sa vie :

*« Chaque mois, nous devons transférer des fonds à nos enfants. Je suis dévastée, car je n'ai rien à leur envoyer. Ils n'arrêtent pas de me dire qu'ils n'ont plus d'argent et m'implorant de leur en envoyer davantage. Mais je dois leur dire d'attendre encore un peu. Nous avons peur de la COVID-19. Peur de l'attraper et de nous retrouver mis au ban. »*

Cette détresse grandissante provoquée par la pandémie contraste fortement avec la prospérité du secteur de la grande distribution qui est sans conteste le grand gagnant de la crise.<sup>3</sup> Les dirigeant-e-s, les grands investisseurs institutionnels et les actionnaires les plus fortuné-e-s<sup>4</sup> des grandes enseignes continuent de percevoir des rémunérations et des dividendes importants en pleine crise économique mondiale. En effet, pendant la pandémie, les supermarchés cotés en bourse ont distribué 98 % de leurs bénéfices nets à leurs actionnaires sous la forme de dividendes et de rachats d'actions.<sup>5</sup> Dans le même temps, les travailleurs et travailleuses et les producteurs et productrices dans le monde, des femmes dans la très grande majorité<sup>6</sup> - la main-d'œuvre dite « essentielle » ou « de première ligne » - ont vu leurs revenus stagner ou même chuter, et leurs droits continuent d'être bafoués.

\* \* \*

**LES INÉGALITÉS S'INTENSIFIENT ET L'EXPLOITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE EST ENDÉMIQUE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE.**

\* \* \*



**OXFAM**

## AUX GRANDS GAGNANTS LES GAINS FARAMINEUX

L'analyse des enseignes mondiales figurant sur la fiche d'évaluation de la grande distribution tenue par Oxfam<sup>7</sup> (voir Figure 7 dans le chapitre 4) révèle que la COVID-19 exacerbe les inégalités, avec un coût humain élevé<sup>8</sup> :

- Les ventes alimentaires (hors combustible) parmi les **détaillants répertoriés**<sup>9</sup> **ont augmenté de 11,1 % en moyenne entre le deuxième et le quatrième trimestre 2020**, alors que la croissance des ventes était seulement de 1,6 % sur la même période en 2019. Les détaillants non répertoriés comme **Aldi Nord, Aldi Süd et Lidl** ont enregistré une hausse globale des ventes de 8,5 % en 2020. Chez **Junbo**, la croissance des ventes a atteint 11 % en 2020, tandis que **PLUS Holding** a enregistré une progression de 14 %.<sup>10</sup>
- Les détaillants répertoriés ont vu la valeur de leurs actions flamber. **Leur capitalisation boursière a augmenté de 101 milliards de dollars** (entre mars et décembre 2020), comparé à 75 milliards de dollars en 2019.<sup>11</sup>
- Entre 2019 et 2020, **les dividendes totaux distribués ont augmenté de 123 %**, passant d'environ 10 milliards de dollars à 22,3 milliards de dollars.<sup>12</sup>
- **Propriétaires d'enseignes non répertoriées**, la famille Albrecht (propriétaire d'Aldi Nord et Aldi Süd) et Dieter Schwarz (propriétaire de Schwarz qui détient Lidl et Kaufland) ont vu **leur fortune augmenter de 37 % et 30 %** respectivement en l'espace de moins d'un an.<sup>13</sup>

Les **dépenses engagées par les supermarchés pour faire face à la COVID-19** ne pèsent pas lourd face aux **recettes supplémentaires engrangées** et à la hausse des dividendes versés aux actionnaires pendant la pandémie. **Bien peu ont choisi d'investir pour améliorer leur chaîne d'approvisionnement à plus long terme** au profit des producteurs et productrices et des travailleurs et travailleuses en proie à d'immenses difficultés en raison de la pandémie.

\* \* \*

**LES DÉPENSES ENGAGÉES PAR LES SUPERMARCHÉS POUR FAIRE FACE À LA COVID-19 NE PÈSENT PAS LOURD FACE AUX RECETTES SUPPLÉMENTAIRES ENGRANGÉES ET À LA HAUSSE DES DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES PENDANT LA PANDÉMIE.**

\* \* \*

## LES FEMMES LES PLUS DUREMENT TOUCHÉES

Bien que l'exploitation et la discrimination basées sur le genre et les inégalités dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales soient largement documentées, rien n'est fait pour y remédier dans la grande distribution. En 2018,<sup>14</sup> il fallait plus de 4 000 ans à une ouvrière travaillant dans une usine de transformation de crevettes en Thaïlande pour gagner ce que le directeur général d'un supermarché américain gagne en moyenne en un an. Ce chiffre est passé à plus de 5 700 ans en 2020.<sup>15</sup>

Une nouvelle recherche menée par Oxfam met au jour les profondes inégalités qui sont à l'œuvre dans la grande distribution :

- **Dans plusieurs régions, les violations des droits des travailleurs et travailleuses sont monnaie courante dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales.** Entre novembre 2020 et février 2021, Oxfam a mené une nouvelle recherche sur les conditions de travail dans la production de café au Brésil, de riz basmati au Pakistan et de vin en Afrique du Sud, et mis à jour ses précédentes recherches sur la production de thé en Assam (Inde) et de produits de la mer en Thaïlande. La plupart des travailleurs et travailleuses et des agriculteurs et agricultrices interrogé·e·s par Oxfam et ses partenaires ne gagnent pas un salaire décent et certain·e·s ne touchent même pas le salaire minimum mensuel. Au Brésil, dans de nombreuses chaînes de la grande distribution de la production de café, on observe des conditions de travail s'apparentant à de l'esclavage (d'après la liste noire officielle du pays pour lutter contre l'esclavage).



- **Le modèle extractiviste persiste, tout comme la distribution inéquitable de la valeur sur les chaînes d’approvisionnement de la grande distribution.** Entre 2005 et 2019, pour la plupart des produits de base, la part du prix final payé par les consommateurs/trices versé aux travailleurs et travailleuses est extrêmement faible : environ 1 % pour le vin, entre 0,7 % et 3 % pour le thé et moins de 1 % pour les crevettes.
- Cette part était en déclin pour le café depuis 2010 et elle était très volatile pour le riz. En raison d’inégalités structurelles endémiques, la part revenant aux travailleuses était encore plus insignifiante.
- **Les violations des droits des femmes dans les chaînes d’approvisionnement de la grande distribution sont omniprésentes et systémiques.** La COVID-19 a exacerbé les inégalités structurelles de genre existantes et rendu la situation encore plus dramatique pour les travailleuses et les agricultrices. Une recherche d’Oxfam démontre que les travailleuses (qui gagnaient déjà moins bien leur vie) ont accusé une plus forte perte de revenus que les hommes pendant la pandémie. Dans les faits, les travailleuses ont joué un rôle tampon pendant la pandémie et leur situation a empiré, tandis qu’à l’autre bout de la chaîne les entreprises et les actionnaires ont continué de s’enrichir.

Jusqu’à présent, la grande distribution n’a pas pris de mesures adéquates pour s’attaquer aux violations du droit du travail qui frappent les femmes le long des chaînes d’approvisionnement. La transparence fait cruellement défaut : parmi les détaillants qui figurent sur la fiche d’évaluation d’Oxfam, seul Tesco a publié une politique de genre qui détaille les actions que l’enseigne déploiera pour améliorer le sort des femmes dans quatre chaînes d’approvisionnement à haut risque. Aucune des enseignes ne suit ni ne divulgue de données ventilées par sexe.

## LA GRANDE DISTRIBUTION À LA CROISÉE DES CHEMINS

Pour Oxfam, la grande distribution se trouve à un tournant et peut choisir de changer de modèle économique afin de valoriser davantage les femmes et de leur donner plus de pouvoir dans ses chaînes d’approvisionnement. Nous préconisons aux acteurs de la grande distribution de prendre les mesures suivantes :

- Réviser de toute urgence les politiques et pratiques pour tenir compte des risques que la COVID-19 représente pour les travailleurs et travailleuses et pour la communauté paysanne et de l’impact de la pandémie sur leur emploi et la sécurité des revenus. La grande distribution doit démontrer que ces plans ont été mis à jour pour refléter les besoins spécifiques des travailleuses sur leurs chaînes d’approvisionnement.
- S’attaquer immédiatement aux violations réelles et potentielles des droits humains et respecter les droits des travailleurs et travailleuses, notamment en s’engageant en faveur de salaires décents dans les chaînes d’approvisionnement.
- Adopter de toute urgence un plan d’action et une politique de genre ambitieuse pour s’assurer que les droits des femmes sont respectés dans les diverses activités de la grande distribution et le long des chaînes d’approvisionnement.
- Faire évoluer les pratiques des entreprises, qui consiste actuellement à verser un maximum de dividendes aux actionnaires, en redirigeant les dépenses sous la forme d’investissements à long terme dans les chaînes d’approvisionnement, gages de conditions de travail justes et décentes pour la main-d’œuvre, la communauté paysanne et les femmes intervenant dans ces chaînes d’approvisionnement.

\* \* \*

**LA GRANDE DISTRIBUTION N’A PAS PRIS DE MESURES ADÉQUATES POUR S’ATTAQUER AUX VIOLATIONS DU DROIT DU TRAVAIL QUI FRAPPENT LES FEMMES LE LONG DES CHAÎNES D’APPROVISIONNEMENT.**

\* \* \*

**Les gouvernements doivent également agir.** Ils doivent abroger les lois qui discriminent les femmes, promouvoir celles qui garantissent un salaire décent, adopter une législation imposant la diligence raisonnable sur les droits humains et mettre un terme aux versements de dividendes excessifs aux actionnaires.

## ENDNOTES

- 1 Observatoire de l'OIT, 7e édition (25 janvier 2021), *OIT : Une reprise aléatoire et inégale envisageable après une crise sans précédent du marché du travail*. Extrait de : [https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_767222/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_767222/lang--fr/index.htm)
- 2 Les noms de toutes les personnes citées dans le présent rapport ont été changés pour protéger leur identité.
- 3 B. Marlow (5 janvier 2021), *Supermarkets will be lockdown winners yet again*. *The Telegraph*. Extrait de : <https://www.telegraph.co.uk/business/2021/01/05/supermarkets-will-lockdown-winners-yet/>
- 4 Oxfam sait que l'actionnariat de la grande distribution inclut également des citoyen-ne-s ordinaires susceptibles de tirer parti de la hausse des bénéficiaires du secteur. Cet actionnariat est toutefois biaisé en faveur des groupes à revenu supérieur. Aux États-Unis par exemple, les 10 % des Américain-e-s les plus riches détiennent 89 % de toutes les actions, tandis que les 50 % les plus pauvres se partagent moins de 1 % des titres des entreprises (voir : *Federal Reserve Distributional Financial Accounts, Distribution of Household Wealth in the US since 1989*, extrait de : <https://www.federalreserve.gov/default.htm>). Au Royaume-Uni, les 10 % les plus riches détiennent 46 % du patrimoine retraite contre moins de 1 % pour les 10 % les plus pauvres (<https://highpaycentre.org/how-the-shareholder-first-business-model-contributes-to-poverty-inequality-and-climate-change/>).
- 5 D'après les calculs d'Oxfam. Reportez-vous à la fiche de calculs qui accompagne la Note méthodologique qui sera publiée parallèlement au présent rapport.
- 6 OIT (29 mars 2021), *How women are being left behind in the quest for decent work for all*. Extrait de : <https://ilostat.ilo.org/how-women-are-being-left-behind-in-the-quest-for-decent-work-for-all/>
- 7 Oxfam (2021), *La face cachée des prix*. Extrait de : <https://www.behindtheprice.org/fr/>
- 8 D'après les calculs d'Oxfam. Reportez-vous à la Note méthodologique pour en savoir plus.
- 9 Sont concernés : Ahold Delhaize aux Pays-Bas ; Albertsons Companies, Costco, Kroger et Walmart au États-Unis et Morrisons, Sainsbury's et Tesco au Royaume-Uni.
- 10 D'après les calculs d'Oxfam. Reportez-vous à la Note méthodologique pour en savoir plus.
- 11 Ibid.
- 12 Ibid.
- 13 Ibid.
- 14 Calculs d'Oxfam d'après R. Willoughby et T. Gore (2018), *Ripe for Change*. Oxford : Oxfam International, p. 54. D'après les salaires moyens des PDG des enseignes Walmart, Costco et Kroger aux États-Unis.
- 15 Le salaire moyen des PDG de Costco, Kroger et Walmart en 2020 s'élevait à 17,71 millions de dollars, et le salaire moyen dans la transformation des produits de la mer (de J. Stride (2021), *Precarity and the Pandemic: A survey of wage issues and COVID-19 impact amongst migrant seafood workers in Thailand*. CSO Coalition for Ethical and Sustainable Seafood. Extrait de <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/precarity-and-the-pandemic-a-survey-of-wage-issues-and-covid-19-impacts-amongst-621193> = 7 992 bahts thaïlandais (THB) par mois, soit 255,42 dollars (au taux de change moyen sur 2020 = 1 dollar : 31,29 THB), ou 255,42 dollars par mois x 12 mois = 3 065,04 dollars par an.

© Oxfam International Juin 2021

Cette note d'information a été rédigée par Anouk Franck y Art Prapha.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-769-7, mois 20XX.  
DOI : 10.21201/2021.7697

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.